CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
13 -01- 1988

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 10 juin 1986, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux droits sur aéronefs et modifiant le Code judiciaire et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe", et en ayant délibéré en ses séances des 23 septembre, 30 septembre et 7 octobre 1987, a donné le 7 octobre 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 juni 1986 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de rechten op luchtvaartuigen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 23 september, 30 september en 7 oktober 1987, en op 7 oktober 1987 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.-

Par lettre du 15 septembre 1981, le Ministre des Communications, agissant tant au nom de ses collègues de la Justice et des Finances qu'en son propre nom, a demandé à la section de législation du Conseil d'Etat de donner un avis motivé sur un projet de loi "relatif aux droits réels sur aéronefs et modifiant le Code judiciaire et le Code des droits d'enregistrement", demande enregistrée sous le n° L. 14.407.

Par la suite, le Ministre des Communications a fait savoir qu'en accord avec ses collègues de la Justice et des Finances, le projet serait remanié; c'est ce qui résulte de sa lettre du 15 janvier 1985 adressée au Premier Président du Conseil d'Etat.

Quoique le Ministre des Communications ait écrit à plusieurs reprises que sa demande d'avis du 15 septembre 1981 ne devait pas être considérée comme retirée, il n'est pas douteux qu'elle est devenue sans objet. En effet, le texte enregistré au greffe de la section de législation du Conseil d'Etat sous le n° L. 17.339/2 est un projet complet, qui est destiné à remplacer et non à compléter ou à amender celui qui faisait l'objet de la demande d'avis du 15 septembre 1981 (1).

+

---

(1) Cette demande d'avis (L. 14.407) a été rayée du rôle du Conseil d'Etat à la suite de la lettre du Ministre de la Justice du 6 juin 1986.

OBSERVATION GENERALE.

I. L'article 1er, alinéa 1er, du projet donne une définition de l'aéronef que la Convention de Genève du 19 juin 1948 relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronef ne contient pas. Selon l'exposé des motifs, cette disposition "reprend les termes utilisés dans la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne". Cette affirmation n'est pas tout à fait exacte car si l'article 1er, alinéa 1er, du projet reprend en effet la définition de l'article 1er de la loi précitée de 1937, il exclut du champ d'application de la loi en projet des appareils qui répondent à cette définition : aérostats, planeurs, engins ultra légers motorisés, etc. Cette restriction n'entraînera aucune difficulté pour l'application des dispositions autonomes de la loi en projet, c'est-à-dire les articles 3 à 40 compris dans le titre II. Mais rien ne permettra de savoir dans quel sens il faut entendre le mot "aéronef" pour l'application des nouvelles dispositions insérées dans le Code judiciaire par la loi en projet, à savoir le titre III, articles 41 à 48. Selon les explications des fonctionnaires délégués, le mot "aéronef" doit être pris aussi au sens restreint dans les nouvelles dispositions à insérer dans le Code judiciaire.

Pour éviter toute incertitude, il y a lieu d'insérer, dans le titre relatif aux dispositions nouvelles du Code judiciaire, une disposition qui détermine, en début de chaque chapitre nouveau contenant des dispositions relatives aux saisies, le sens à donner au mot "aéronef" pour l'application de ces nouvelles dispositions.

.../...

II. Plusieurs articles de la loi en projet visent l'hypothèse où un aéronef n'est pas immatriculé en Belgique et prévoient que, dans ce cas, le conservateur des hypothèques constate, dans un registre de dépôts, la remise de certaines pièces : exploit de saisie et copie certifiée conforme (article 1480-6 , alinéa 3); commandement préalable à l'exécution (article 46, 2°, ajoutant un troisième alinéa à l'article 1497 du Code judiciaire); exploit de saisie-exécution (article 1559-9, alinéa 3); extrait de l'acte d'adjudication (article 1675-6, alinéa 3).

Lorsque l'aéronef est immatriculé à l'étranger, d'autres articles prévoient un délai plus long tantôt pour annoncer l'adjudication (article 1559-14, alinéa 3) tantôt pour demander la nullité de l'acte d'adjudication de l'aéronef (article 1559-20, alinéa 2).

S'il va de soi que lorsque l'aéronef saisi est immatriculé dans un pays étranger qui est partie à la Convention de Genève, les garanties prévues par celle-ci doivent être respectées, en revanche, si l'aéronef est immatriculé dans un pays qui n'est pas partie contractante, il est permis d'édicter des règles s'écartant des prescriptions de la Convention.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Remarques générales.

1. Il convient d'écrire dans le texte français :
   - "Titre Ier" et non pas "Titre I".
   - "Chapitre Ier" et non pas "Chapitre I".
   - "Section 1ère" et non pas "Section 1".
   - "alinéa 1er" et non pas "alinéa 1".

2. Dans le texte néerlandais, en regard du chapitre Ier figurant sous le "Titre III", il y a lieu d'écrire "Hoofdstuk I" et non pas "Titel III".

Article 1er.

Il y a lieu de se reporter, en ce qui concerne l'alinéa 1er de cet article, à l'observation générale I qui a été formulée ci-dessus.

Article 2.

A l'instar de ce qui est prévu à l'article 2 du livre II du Code de commerce, la seconde phrase de l'article 2 du projet serait mieux rédigée comme suit :

"Néanmoins, ils ne sont pas soumis à la règle suivant laquelle, en fait de meubles, la possession vaut titre".

Observation sur la terminologie des articles 3 à 6 en projet.

Le registre dans lequel l'immatriculation de l'aéronef a lieu est désigné dans le texte français de l'article 4, alinéa 3, par les mots "matricule aéronautique" et dans l'article 5, alinéa 3, par les mots "registre matricule".

Il s'impose d'uniformiser la terminologie et d'utiliser dans la loi en projet les mêmes mots pour désigner le registre dans lequel se fait l'immatriculation.

Cette uniformisation est réalisée dans le texte néerlandais qui utilise le terme "nationaliteitsregister" comme équivalent du registre d'immatriculation. Ce terme est préférable à "luchtvaartuigregister" qui est utilisé dans l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne. En effet, aux mots "registre relatif aux aéronefs" dans l'article 5 en projet, correspondent dans le texte néerlandais du même article, les mots "register luchtvaartuigen". Il ne se recommande pas, pour désigner deux registres différents, de faire usage de termes - "luchtvaartuigregister"; "register luchtvaartuigen - qui, en raison de leur ressemblance, pourraient créer des confusions.

Dans le texte néerlandais de l'article 6 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "openbaar register" par les mots "register luchtvaartuigen".

+

.../...

Article 4.

Les mots "conformément à l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne" doivent être omis à la fin de l'alinéa 2.

Compte tenu de l'observation faite ci-dessus, il y a lieu de remplacer dans le texte français du troisième alinéa de l'article en projet, les mots "de la matricule aéronautique" par les mots "du registre d'immatriculation".

Article 5.

Dans la première phrase de l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer les mots "du registre matricule" par les mots "du registre d'immatriculation".

Article 6.

A l'alinéa 1er du texte français, mieux vaut écrire :

"Sauf le cas de vente forcée dans les formes prévues par le Code judiciaire, l'immatriculation et l'inscription relatives à un aéronef ne peuvent ... (la suite comme à l'alinéa 1er du projet)".

Dans le texte néerlandais de l'article en projet, il y a lieu de remplacer les mots "openbaar register" par les mots "register luchtvaartuigen".

.../...

Article 7.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 7.-

Ne peuvent être opposés aux tiers, après avoir été inscrits au bureau de la conservation des hypothèques compétent, que les actes et les jugements passés en force de chose jugée faisant preuve de l'une des conventions énumérées ci-après :

1° une convention constitutive, translative, déclarative ou extinctive d'un droit réel sur aéronef autre qu'un privilège;

2° une convention constitutive, translative ou extinctive d'un bail de six mois au moins ou d'un droit d'utilisation ... (la suite comme au second tiret du projet)".

Article 8.

Dans l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "registre prévu à l'article 4" par les mots "registre relatif aux aéronefs".

.../...

La même observation vaut pour l'article 25, alinéa 2, et pour l'article 40, alinéa 1er.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4, il convient de remplacer le mot "uitgifte" par le mot "expeditie".

La même observation vaut pour l'article 10, première et troisième phrase, ainsi que pour l'article 11, alinéa 1er.

Article 10.

Par souci de clarté, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais : "Voor de inschrijving in het register luchtvaartuigen ingevolge artikel 7 wordt aan de hypotheekbewaarder de aan de regel van de openbaarheid onderworpen akte zelf overgelegd ...".

Article 12.

Au 1° et au 2° de l'alinéa 1er, il y a lieu d'insérer, entre le mot "domicile" et les mots "des parties", les mots ", ou la raison sociale et le siège social".

Dans le texte néerlandais du 1°, il convient d'insérer le mot, ", herroeping" entre le mot "ontbinding" et les mots "of vernietiging".

.../...

En outre, aux mots "noms", "professions" et "domiciles", il y a lieu de supprimer le "s" final.

Cette observation vaut également pour l'article 13, 3°.

Article 14.

Les mots "en vertu du présent chapitre" peuvent être omis sans inconvénient.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Indien op dezelfde dag verscheidene aan de regel van de openbaarheid onderworpen titels op het hypotheekkantoor zijn aangeboden ... (la suite comme au projet)".

Article 17.

De l'accord des fonctionnaires délégués, mieux vaut écrire dans le texte français : "Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite ...".

Pour assurer la concordance du texte français avec le texte néerlandais, ce dernier devrait être libellé comme suit :

"De schuldeisers die een voorrecht of een ingeschreven hypotheek hebben ...".

.../...

Article 18.

Le texte français du début de cet article serait mieux rédigé comme suit : "Si le tiers détenteur ne paie pas les dettes privilégiées et hypothécaires dans les termes et délais accordés au débiteur ou ne remplit pas les formalités ...".

A la fin du texte néerlandais, il y a lieu de supprimer les mots "met hypotheek".

Article 21.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire "... de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ...".

Article 22.

Dans le texte français de l'alinéa 1er, il y a lieu d'omettre le mot "spécialement".

Article 24.

Le texte français de l'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"L'inscription ne peut plus être prise ni après l'inscription de l'acte d'aliénation ni après la faillite du débiteur".

Dans le texte français de l'alinéa 4, il faut écrire : "Aucune hypothèque ne peut plus être inscrite ...".

.../...

Article 25.

A la fin de l'alinéa 4, mieux vaut écrire : "... de changer le domicile élu, en respectant les formalités prescrites par l'article 88 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851".

Article 26.

Le texte français de l'alinéa 2 serait plus clairement rédigé comme suit :

"Les hypothèques inscrites le même jour viennent en concours, quelle que soit l'heure de leur inscription".

Article 29.

L'article en projet semble vouloir créer une subrogation personnelle, alors qu'à l'exemple de l'article 10 de la loi hypothécaire, il prévoit une subrogation réelle, c'est-à-dire une substitution de l'indemnité d'assurance au bien assuré et détruit; grâce à la subrogation réelle, l'indemnité d'assurance due en vertu d'un contrat d'assurance ayant pour objet l'aéronef est affectée au paiement des créanciers hypothécaires à moins qu'elle ne soit affectée à la reconstruction de l'aéronef.

Dès lors, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"En cas de perte ou d'avarie de l'aéronef, l'indemnité due par l'assureur de celui-ci est affectée au paiement des créances hypothécaires suivant leur rang, à moins que cette indemnité ne soit appliquée à la réparation de l'aéronef".

.../...

Au début de l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire :

"Les alinéas 1er et 2 sont applicables ...".

Article 30.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il convient d'écrire "expeditie" au lieu de "uitgifte".

Dans le texte français de l'alinéa 4, il faut écrire : "... du titre constitutif d'hypothèque ..." plutôt que "... du titre constitutif de l'hypothèque ...".

Article 31.

A la fin de l'article, il faut écrire : "... de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851".

La même observation vaut pour l'article 37, alinéa 1er, et pour l'article 40, alinéa 2.

Article 32.

A la fin du 4° de l'alinéa 1er, mieux vaut écrire : "... et conditions prescrites aux articles 33 et suivants".

.../...

Article 33.

Selon l'exposé des motifs (page 21), le délai prévu à l'alinéa 1er, 3°, commence à courir à partir de la dernière formalité; mais cela devrait être précisé dans le texte lui-même. Ce texte sous 3° doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"3°) qu'aucune opposition ne soit notifiée par le créancier tant à l'ancien qu'au nouveau propriétaire, dans le mois de l'inscription ou de la publication si celle-ci est postérieure à l'inscription".

Article 34.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il convient d'écrire "vijftien dagen" au lieu de "veertien dagen".

Dans le texte français du 2°, il faut écrire : "l'indication de la date ...".

Article 35.

A la fin de l'alinéa 1er du texte français, il y a lieu de remplacer les mots "de tout autre" par les mots "de toute autre personne".

Article 37.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire :

"Sont également applicables les articles 116, 117, 118, 120, 121 et 122 de ladite loi".

.../...

Article 38.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "in de orde van aanbieding" au lieu de "naarmate zij worden overhandigd".

Article 40.

Contrairement à ce qu'affirme l'exposé des motifs (page 22bis), l'article 40 du projet n'est pas identique à l'article 45 du livre II du Code de commerce. Celui-ci ne prescrit pas l'application de l'article 134 de la loi hypothécaire. Le législateur appréciera s'il y a lieu de maintenir cette référence à l'article 134 précité dans l'article 40 du projet.

Article 41.

Dans la disposition en projet sous le 1°, il y a lieu d'écrire : "... et les caractéristiques prévues à l'article 4, § 1er, 1° et 2°, du livre II du Code de commerce ..." et non "... et les caractéristiques prévues à l'article 4, § 1er, 1° et 2°, de la loi du 10 février 1908 ...".

En outre, il faudrait compléter le mot "aéronefs", visé à l'avant-dernière ligne de cet alinéa, par les mots "tels qu'ils sont définis par l'article 1er de la loi du ... relative aux droits réels sur aéronefs".

.../...

Cette observation vaut également pour l'alinéa 2, dont la modification figure sous le 2° de l'article 41 du projet, ainsi que pour l'article 1390, alinéa 7, du Code judiciaire, tel qu'il est remplacé par l'article 42 du projet, et pour l'alinéa inséré entre les alinéas 1er et 2 de l'article 1403 du même Code, insertion prévue par l'article 43 du projet.

Article 44.

Avant l'article 1480-2, il conviendrait d'insérer une disposition qui deviendrait l'article 1480-2 et qui serait rédigée comme suit :

"Article 1480-2. Pour l'application des dispositions du présent chapitre, l'aéronef est entendu dans le sens défini par l'article 1er de la loi du ... relative aux droits réels sur aéronefs".

Dès lors, l'article 1480-2 en projet devient l'article 1480-3, et ainsi de suite.

+

.../...

L'article 1480-3 reproduit littéralement l'article 3 de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives à la saisie conservatoire des aéronefs, signée à Rome le 29 mai 1933. Comme le signale l'exposé des motifs du projet de loi soumis à examen, la loi du 11 septembre 1936, qui porte approbation de cette Convention, en a, en son article 2, étendu les effets, en rendant ses dispositions applicables sur le territoire belge, non seulement aux aéronefs immatriculés dans le territoire d'une autre Haute Partie contractante (article 9 de la Convention), mais à tout aéronef, quel que soit le lieu de son immatriculation.

Cette extension, dans la mesure où l'article 3 de la même Convention énumère limitativement et de manière restrictive les aéronefs exempts de saisie conservatoire, rend possible la saisie conservatoire en Belgique d'aéronefs appartenant à des personnes de droit public et constitue de la sorte une exception, de portée limitée il est vrai, au principe général de droit administratif belge de l'insaisissabilité des biens des personnes de droit public (1).

Il est logique de soumettre aux mêmes exemptions la saisie conservatoire et la saisie-exécution.

.../...

---

(1) On peut citer à titre de précédent l'article 3 de la loi du 28 novembre 1928 (IV) ayant pour objet l'introduction dans la législation belge des dispositions conformes à celles de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, signée à Bruxelles le 10 avril 1926.

Ceci étant, il convient d'omettre l'adjectif "conservatoire" à l'article 1480-3 et de faire figurer la disposition ainsi modifiée sous un article 1408bis nouveau du Code judiciaire, qui ferait l'objet dans le présent projet d'un article 44 dont le liminaire serait ainsi rédigé :

"Dans le chapitre V, titre premier de la cinquième partie du Code judiciaire, il est inséré un article 1408bis rédigé comme suit :

"Sont également exempts de toute saisie :

a) ... (comme au projet)".

La numérotation des articles 44 et suivants devrait être revue en conséquence.

+

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 2 et 3 de l'article 1480-6 :

"Le conservateur constate au registre de dépôts la remise desdites pièces.

Si l'aéronef est immatriculé en Belgique, l'exploit est, en outre, inscrit au registre relatif aux aéronefs".

.../...

Les articles 1480-8 à 1480-12 et l'article 1480-14 sont la reproduction des articles 1474 à 1478 et de l'article 1480 du Code judiciaire.

Il ne se recommande pas de répéter dans le même chapitre d'un Code, des dispositions énoncées en termes identiques.

C'est pourquoi, il est proposé d'omettre les articles 1480-8 à 1480-12 et l'article 1480-14 et d'insérer après l'article 1480-13 (devenant l'article 1480-8), un article 1480-9, rédigé de la manière suivante :

"Article 1480-9. Les articles 1474 à 1478 et l'article 1480 sont applicables à la saisie conservatoire sur aéronefs".

Article 45.

Le texte suivant est proposé :

"Article 45.-

L'article 1493, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"En matière de saisie immobilière conservatoire, ... (la suite comme à l'alinéa 2 en projet)".

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "... of achteraan de inschrijving ..." au lieu de "... ten gevolge van de inschrijving... ".

.../...

Article 46.

L'article 1497, alinéa 2, du Code judiciaire, tel qu'il est remplacé et complété par l'article 46 du projet, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Lorsqu'une saisie immobilière conservatoire, ... ou d'inscription de l'exploit de saisie-exécution.

Le commandement est mentionné au registre des dépôts. Cette mention doit contenir une référence à la saisie conservatoire transformée en saisie-exécution.

Si le navire, le bateau ou l'aéronef est immatriculé en Belgique, le commandement doit, en outre, être transcrit ou inscrit au plus tard dans les quinze jours, au bureau des hypothèques compétent, et contenir l'indication précise de la transcription ou de l'inscription de la saisie conservatoire transformée en saisie-exécution".

Le texte proposé ci-dessus implique que le liminaire soit rédigé autrement. Il convient donc d'écrire :

"L'article 1497, alinéa 2, du même Code est remplacé par les alinéas suivants :".

Au 2° de cet article, dans l'alinéa 3 en projet à insérer dans l'article 1497 du Code judiciaire, c'est par inadvertance que le mot "bateau" n'a pas été mentionné en même temps que les mots "navire" et "aéronef".

.../...

Article 47.

Avant l'article 1559-2 en projet, il conviendrait d'insérer une disposition qui deviendrait l'article 1559-2 et qui serait rédigée comme suit :

"Article 1559-2. Pour l'application des dispositions du présent chapitre, l'aéronef est entendu dans le sens défini par l'article 1er de la loi du ... relative aux droits réels sur aéronefs".

Dès lors, l'article 1559-2 en projet devient l'article 1559-3, et ainsi de suite.

+

Il serait préférable de déterminer le contenu de la déclaration à faire par les créanciers dans l'article 1559-11 en projet (devenant l'article 1559-12), plutôt que dans l'article 1559-12 en projet.

La rédaction suivante est proposée pour ces articles :

"Article 1559-12. Dans les huit jours à dater de l'ordonnance du juge des saisies, l'officier public ou ministériel avise par lettre recommandée les créanciers qui sont inscrits et ceux qu'il connaît et les invite à lui faire parvenir la déclaration du montant de leur créance ou de son estimation provisoire et, le cas échéant, du privilège ou de l'hypothèque auquel ils prétendent".

.../...

"Article 1559-13. Dans le mois de l'avis, les créanciers doivent faire parvenir leur déclaration à l'officier public ou ministériel, par lettre recommandée à la poste.

La déclaration contient élection de domicile dans le ressort du juge qui doit connaître de la saisie.

Elle est accompagnée des pièces justificatives".

+

A l'alinéa 3 de l'article 1559-14 en projet (devenant l'article 1559-15), il y a lieu d'insérer, entre les mots "prévenir par lettre recommandée envoyée" et les mots "aux adresses portées sur le registre", les mots "par poste aérienne".

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire en outre, par souci de concordance avec le texte français, "de houders van ingeschreven rechten" au lieu de "de houders van de ingeschreven rechten".

+

.../...

La dernière phrase de l'article 1559-15 en projet doit être rédigée ainsi qu'il suit :

"Cet avertissement est donné par lettre recommandée à la poste et, si le tiers réside à l'étranger, par voie aérienne".

Article 1559-16 (qui devient l'article 1559-17).

Dans le texte français de l'alinéa 4 de l'article 1559-16 en projet, figurent les mots "... les notifications qui y sont prévues étant faites ...". Or, l'article 1583 du Code judiciaire auquel ces mots se réfèrent prévoit la signification de la décision prise par le vendeur de demander la résolution de la vente. C'est donc à tort que le mot "notification" est utilisé, ce que confirme le texte néerlandais qui recourt au mot "betekening".

Il y a lieu de remplacer dans le texte français les mots "... les notifications qui y sont prévues étant faites ..." par les mots "... la signification qui y est prévue étant faite ...".

+

Sous réserve de l'observation générale II, il est proposé de rédiger l'article 1559-20 (devenant l'article 1559-21) comme suit :

.../...

"Article 1559-21. Si l'aéronef est immatriculé en Belgique, les demandes en nullité sont formées, à peine de déchéance, dans les quinze jours de la signification de l'extrait de l'acte d'adjudication.

Si l'aéronef est immatriculé à l'étranger, les demandes en nullité peuvent être formées dans les six mois ... (la suite comme à l'alinéa 2 de l'article 1559-20 en projet)".

Article 48.

Avant l'article 1675-2 en projet, il conviendrait d'insérer une disposition qui deviendrait l'article 1675-2 et qui serait rédigée comme suit :

"Article 1675-2. Pour l'application des dispositions du présent chapitre, l'aéronef est entendu dans le sens défini par l'article 1er de la loi du ... relative aux droits réels sur aéronefs".

Dès lors, l'article 1675-2 en projet devient l'article 1675-3, et ainsi de suite.

+

Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs, l'article 1675-5 (devenant l'article 1675-6) ne reproduit pas le dernier alinéa de l'article 1658 du Code judiciaire, qui dispose :

> "Nul ne peut être désigné en qualité de liquidateur s'il n'est inscrit au tableau d'un barreau belge".

.../...

S'il entre dans les intentions des auteurs du projet d'exclure cette solution, il convient que le texte proposé le prévoie expressément et détermine, dans cette perspective, les qualités exigées du liquidateur.

+

Les alinéas 2 et 3 de l'article 1675-6 (devenant l'article 1675-7) seraient mieux rédigés de la manière suivante :

"Le conservateur constate au registre de dépôts la remise de l'extrait.

En outre, si l'aéronef est immatriculé en Belgique, l'extrait est inscrit au registre relatif aux aéronefs".

+

Les articles 1675-9 à 1675-21 en projet sont la reproduction des articles 1663 à 1675 du Code judiciaire. Pour la raison indiquée ci-dessus, à propos des dispositions relatives à la saisie conservatoire, il est proposé d'omettre ces articles et de les remplacer par un article qui deviendrait l'article 1675-10, rédigé comme suit :

"Article 1675-10. Les articles 1663 à 1675 sont applicables à la distribution par contribution et à l'ordre en cas de saisie d'aéronefs.

Toutefois, l'article 1674 n'est applicable que moyennant la suppression du mot "hypothécaire" après les mots "radiation de leur inscription".

.../...

Article 49.

Cet article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 49.-

L'article 88 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, modifié par la loi du 23 décembre 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 88. Sont assujetties à un droit de 0,50 pour cent, les constitutions d'hypothèque sur un navire, un bateau ou un aéronef, d'un gage sur fonds de commerce ou d'un privilège agricole".

Article 50.

L'article 91 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 91. La constitution d'hypothèque sur un immeuble situé en Belgique pour sûreté d'une dette garantie par une hypothèque sur un navire, un bateau ou un aéronef, un gage sur fonds de commerce ou un privilège agricole, est assujettie au droit de 1 pour cent sous déduction, le cas échéant, du droit de 0,50 pour cent perçu en vertu de l'article 88".

+

.../...

Il y a lieu d'intituler le titre V "Dispositions finales" au lieu de "Dispositions diverses" et de supprimer dès lors les mots "Disposition finale" qui précèdent l'article 52.

+

Article 51.

Le liminaire de cet article doit être rédigé comme suit :

"L'article 6 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne est complété par les alinéas suivants :".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

Bij brief van 15 september 1981 heeft de Minister van Verkeerswezen, handelend zowel in naam van zijn collega's van Justitie en Financiën als in eigen naam, de afdeling wetgeving van de Raad van State om een gemotiveerd advies verzocht over een ontwerp van wet "betreffende zakelijke rechten op luchtvaartuigen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten"; die adviesaanvraag is ingeschreven onder het nummer L. 14.407.

Naderhand heeft de Minister van Verkeerswezen medegedeeld dat het ontwerp zou worden herzien in overleg met zijn collega's van Justitie en van Financiën; dat blijkt uit zijn aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State gerichte brief van 15 januari 1985.

Hoewel de Minister van Verkeerswezen herhaaldelijk geschreven heeft dat zijn adviesaanvraag van 15 september 1981 niet als ingetrokken moest worden beschouwd, valt niet te betwijfelen dat zij doelloos is geworden. De tekst die op de griffie van de afdeling wetgeving van de Raad van State ingeschreven is onder nr. L. 17.339/2 is immers een volledig ontwerp, dat dient ter vervanging en niet ter aanvulling of amendering van dat waarover op 15 september 1981 om advies was verzocht (1).

.../...

---

(1) Die adviesaanvraag (L. 14.407) is van de rol van de Raad van State afgevoerd ingevolge de brief van de Minister van Justitie van 6 juni 1986.

ALGEMENE OPMERKING.

I. Artikel 1, eerste lid, van het ontwerp geeft van het luchtvaartuig een omschrijving welke niet voorkomt in het Verdrag van Genève van 19 juni 1948 betreffende de internationale erkenning van rechten op luchtvaartuigen. Volgens de memorie van toelichting herhaalt die bepaling "de bewoordingen (...) van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart". Die bewering is niet helemaal juist want al neemt artikel 1, eerste lid, van het ontwerp inderdaad de definitie van artikel 1 van de voormelde wet van 1937 over, toch onttrekt het bepaalde toestellen welke aan die definitie beantwoorden : aërostaten, zweefvliegtuigen, ultralichte motorluchtvaartuigen, enz. aan de werkingssfeer van de ontworpen wet. Die beperking zal geen enkele moeilijkheid opleveren voor de toepassing van de autonome bepalingen van de ontworpen wet, dat wil zeggen de artikelen 3 tot 40, die vervat zijn in titel II. Maar nergens zal uit opgemaakt kunnen worden in welke zin het woord "luchtvaartuig" dient te worden begrepen voor de toepassing van de nieuwe bepalingen die door de ontworpen wet in het Gerechtelijk Wetboek worden ingevoegd, namelijk titel III, artikelen 41 tot 48. Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, moet het woord "luchtvaartuig" ook in beperkte zin worden begrepen in de nieuwe bepalingen die in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd moeten worden.

Om alle onzekerheid te vermijden dient in de titel met betrekking tot de nieuwe bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, een bepaling te worden ingevoegd die, vooraan in de tekst van elk nieuw hoofdstuk waarin bepalingen inzake beslag voorkomen, zegt in welke zin het woord "luchtvaartuig" moet worden verstaan voor de toepassing van die nieuwe bepalingen.

.../...

II. Verscheidene artikelen van de ontworpen wet doelen op het geval dat een luchtvaartuig niet ingeschreven is in België en stellen dat in dat geval de hypotheekbewaarder in het register der neergelegde titels aantekening doet van de overhandiging van bepaalde stukken : exploot van beslag en gewaarmerkt afschrift (artikel 1480-6, derde lid); bevel dat aan de tenuitvoerlegging voorafgaat (artikel 46, 2°, dat artikel 1497 van het Gerechtelijk Wetboek aanvult met een derde lid); exploot van uitvoerend beslag (artikel 1559-9, derde lid); uittreksel uit de akte van toewijzing (artikel 1675-6, derde lid).

Wanneer het luchtvaartuig in het buitenland ingeschreven is, voorzien andere artikelen in een langere termijn, hetzij om de toewijzing aan te kondigen (artikel 1559-14, derde lid), hetzij om de nietigverklaring te vorderen van de akte van toewijzing van het luchtvaartuig (artikel 1559-20, tweede lid).

Spreekt het vanzelf dat wanneer het in beslag genomen luchtvaartuig ingeschreven is in een vreemd land dat partij is bij het Verdrag van Genève, de waarborgen waarin dit Verdrag voorziet in acht genomen moeten worden, daartegenover staat dat wanneer het luchtvaartuig ingeschreven is in een land dat geen verdragsluitende partij is, regels mogen worden uitgevaardigd die afwijken van de voorschriften van het Verdrag.

+

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerkingen.

1. In de Franse tekst schrijve men :

- "Titre Ier" en niet "Titre I".
- "Chapitre Ier" en niet "Chapitre I".
- "Section 1ère" en niet "Section 1".
- "alinéa 1er" en niet "alinéa 1".

2. In de Nederlandse tekst schrijve men tegenover "Chapitre Ier" onder "Titel III", "Hoofdstuk I" en niet "Titel III".

Artikel 1.

Wat het eerste lid van dit artikel betreft, zij verwezen naar de algemene opmerking I hierboven.

Artikel 2.

Naar het voorbeeld van wat wordt bepaald in artikel 2 van boek II van het Wetboek van koophandel, zou de tweede volzin van artikel 2 van het ontwerp beter als volgt worden geredigeerd :

"Zij zijn echter niet onderworpen aan de regel dat met betrekking tot roerende goederen het bezit als titel geldt".

.../...

Opmerking over de terminologie van de ontworpen artikelen 3 tot 6.

Het register waarin het luchtvaartuig wordt ingeschreven, wordt in de Franse tekst van artikel 4, derde lid, "matricule aéronautique" genoemd en in artikel 5, derde lid, "registre matricule".

Het is geboden de terminologie één te maken en in de ontworpen wet met dezelfde woorden te werken ter aanduiding van het register waarin de inschrijving plaatsvindt.

Die eenmaking is tot stand gebracht in de Nederlandse tekst, die werkt met de term "nationaliteitsregister" als equivalent voor "registre d'immatriculation". Die term is te verkiezen boven de term "luchtvaartuigregister" waarmee wordt gewerkt in het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart. Met de woorden "registre relatif aux aéronefs" in het ontworpen artikel 5 stemmen immers in de Nederlandse tekst van hetzelfde artikel de woorden "register luchtvaartuigen" overeen. Het is niet geraden ter aanduiding van twee verschillende registers, te werken met termen - "luchtvaartuigregister"; "register luchtvaartuigen" - die wegens hun gelijkenis verwarring zouden kunnen doen ontstaan.

In het ontworpen artikel 6 vervange men de woorden "openbaar register" door de woorden "register luchtvaartuigen".

+

.../...

Artikel 4.

De woorden "overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling van de luchtvaart" moeten vervallen aan het slot van het tweede lid.

Gelet op de hierboven gemaakte opmerking, dienen in de Franse tekst van het derde lid van het ontworpen artikel de woorden "de la matricule aéronautique" te worden vervangen door de woorden "du registre d'immatriculation".

Artikel 5.

In de eerste volzin van het derde lid schrijve men in de Franse tekst "du registre d'immatriculation" in plaats van "du registre matricule".

Artikel 6.

De Franse tekst van het eerste lid redigere men zoals in de Franse versie van dit advies wordt voorgesteld.

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel vervange men de woorden "openbaar register" door de woorden "register luchtvaartuigen".

.../...

Artikel 7.

Het artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 7.-

Na hun inschrijving op het bevoegde hypotheekkantoor kunnen alleen de akten en de in kracht van gewijsde gegane vonnissen, die bewijs opleveren van een van de hiernavolgende overeenkomsten, aan derden worden tegengeworpen :

1° een overeenkomst tot vestiging, overdracht, aanwijzing of tenietdoening van zakelijke rechten op een luchtvaartuig, met uitzondering van voorrechten;

2° een overeenkomst tot vestiging, overdracht of tenietdoening van een huur van ten minste zes maanden of van een gebruiksrecht ... (voorts zoals in de tekst van het ontwerp na het tweede streepje)".

Artikel 8.

In het eerste lid vervange men de woorden "het register bedoeld in artikel 4" door de woorden "het register luchtvaartuigen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25, tweede lid, en voor artikel 40, eerste lid.

In de Nederlandse tekst van het vierde lid vervange men het woord "uitgifte" door het woord "expeditie".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, eerste en derde volzin, en artikel 11, eerste lid.

.../...

Artikel 10.

Duidelijkheidshalve schrijve men in de Nederlandse tekst "Voor de inschrijving in het register luchtvaartuigen ingevolge artikel 7 wordt aan de hypotheekbewaarder de aan de regel van de openbaarheid onderworpen akte zelf overgelegd ...".

Artikel 12.

In de bepaling onder 1° en 2° van het eerste lid voege men tussen het woord "woonplaats" en de woorden "van de partijen" de woorden ", of de firma en de maatschappelijke zetel" in.

In de Nederlandse tekst van de bepaling onder 1° voege men tussen het woord "ontbinding" en de woorden "of vernietiging" het woord ", herroeping" in.

Bovendien schrappe men in de Franse tekst van 1° en 2° de "s" aan het einde van de woorden "noms", "professions" en "domiciles".

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 13, 3°.

.../...

Artikel 14.

De woorden "krachtens dit hoofdstuk" kunnen zonder bezwaar vervallen.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Indien op dezelfde dag verscheidene aan de regel van de openbaarheid onderworpen titels op het hypotheekkantoor zijn aangeboden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 17.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de Franse tekst beter als volgt geredigeerd kan worden : "Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite ...".

Ter wille van de overeenstemming tussen beide teksten schrijve men in de Nederlandse tekst :

"De schuldeisers die een voorrecht of een ingeschreven hypotheek hebben ...".

Artikel 18.

Het begin van dit artikel zou in de Franse tekst beter als volgt worden geredigeerd : "Si le tiers détenteur ne paie pas les dettes privilégiées et hypothécaires dans les termes et délais accordés au débiteur ou ne remplit pas les formalités ...".

Aan het slot van de Nederlandse tekst schappe men de woorden "met hypotheek".

.../...

Artikel 21.

In het tweede lid schrijve men "van de hypotheekwet van 16 december 1851 ...".

Artikel 22.

In de Franse tekst van het eerste lid dient het woord "spécialement" te vervallen.

Artikel 24.

De Franse tekst van het derde lid zou beter als volgt geredigeerd worden :

"L'inscription ne peut plus être prise ni après l'inscription de l'acte d'aliénation ni après la faillite du débiteur".

In de Franse tekst van het vierde lid schrijve men : "Aucune hypothèque ne peut plus être inscrite ...".

Artikel 25.

Aan het slot van het vierde lid schrijve men : "... in artikel 88 van de hypotheekwet van 16 december 1851".

Artikel 26.

De Franse tekst van het tweede lid kan duidelijker gesteld worden als volgt :

"Les hypothèques inscrites le même jour viennent en concours, quelle que soit l'heure de leur inscription".

Artikel 29.

Het ontworpen artikel lijkt een persoonlijke indeplaatsstelling te willen instellen, terwijl het, naar het voorbeeld van artikel 10 van de hypotheekwet, in een zakelijke indeplaatsstelling voorziet, dat wil zeggen een vervanging van het verzekerde en tenietgegane goed door de vergoeding die de verzekeraar verschuldigd is; dank zij de zakelijke indeplaatsstelling wordt de vergoeding uit verzekering die verschuldigd is krachtens een verzekeringsovereenkomst die het luchtvaartuig tot voorwerp heeft, aangewend voor de betaling van de hypothecaire schuldeisers, als zij tenminste niet wordt aangewend voor de wederopbouw van het luchtvaartuig.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld voor het eerste lid :

"In geval van verlies of beschadiging van het luchtvaartuig wordt de vergoeding die verschuldigd is door de verzekeraar ervan, aangewend voor het betalen van de hypothecaire schuldvorderingen volgens hun rang, tenzij die vergoeding gebruikt wordt voor de herstelling van het luchtvaartuig".

Aan het begin van het derde lid schrijve men :

"Het eerste en het tweede lid zijn van toepassing op ...".

.../...

Artikel 30.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid vervange men het woord "uitgifte" door het woord "expeditie".

In de Franse tekst van het vierde lid schrijve men : "... du titre constitutif d'hypothèque ..." in plaats van "... du titre constitutif de l'hypothèque ...".

Artikel 31.

Aan het slot van het artikel schrijve men : "... van de hypotheekwet van 16 december 1851".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 37, eerste lid, en voor artikel 40, tweede lid.

Artikel 32.

Aan het slot van 4° van het eerste lid schrijve men : "... van de formaliteiten en voorwaarden voorgeschreven in de artikelen 33 en volgende".

Artikel 33.

Volgens de memorie van toelichting gaat de in het eerste lid, 3°, bepaalde termijn in te rekenen van de laatste formaliteit; maar dat zou in de tekst zelf gepreciseerd moeten worden. Die tekst onder 3° zou derhalve als volgt geredigeerd moeten worden :

.../...

"3°) de schuldeiser binnen een maand na de inschrijving of na de bekendmaking, indien deze na de inschrijving plaatsheeft, geen verzet betekent aan de vroegere of aan de nieuwe eigenaar".

Artikel 34.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid moeten "vijftien dagen" in plaats van "veertien dagen" worden geschreven.

In de Franse tekst onder 2° schrijve men : "l'indication de la date ...".

Artikel 35.

In de Franse tekst vervange men aan het slot van het eerste lid de woorden "de tout autre" door de woorden "de toute autre personne".

Artikel 37.

In het tweede lid schrijve men :

"De artikelen 116, 117, 118, 120, 121 en 122 van de genoemde wet zijn mede van toepassing".

Artikel 38.

In de Nederlandse tekst vervange men de woorden "naarmate zij worden overhandigd" door de woorden "in de orde van aanbieding".

Artikel 40.

Anders dan de memorie van toelichting voorhoudt, (blz. 22bis) stemt artikel 40 van het ontwerp niet overeen met artikel 45 van boek II van het Wetboek van koophandel. Dit laatste artikel bepaalt niet dat artikel 134 van de hypotheekwet mede van toepassing is. De wetgever zal moeten oordelen of die verwijzing naar het voormelde artikel 134 in artikel 40 van het ontwerp behouden dient te blijven.

Artikel 41.

In de ontworpen bepaling schrijve men in de tekst onder 1° : "... en de kenmerken bepaald in artikel 4, § 1, 1° en 2°, van boek II van het Wetboek van koophandel ..." in plaats van "... en de kenmerken als bepaald in artikel 4, § 1, 1° en 2°, van de wet van 10 februari 1908 ...".

Bovendien zou het woord "luchtvaartuigen" op de voorlaatste regel van dat lid, nader moeten worden bepaald door de woorden "zoals zij worden omschreven door artikel 1 van de wet van ... betreffende de zakelijke rechten op luchtvaartuigen".

Die opmerking geldt eveneens voor het tweede lid, dat gewijzigd wordt onder het 2° van het ontworpen artikel 41, alsmede voor artikel 1390, zevende lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het wordt vervangen bij artikel 42 van het ontwerp, en voor het lid dat artikel 43 van het ontwerp beoogt in te voegen tussen het eerste en het tweede lid van artikel 1403 van hetzelfde Wetboek.

Artikel 44.

Vóór artikel 1480-2 zou een bepaling moeten worden ingevoegd die artikel 1480-2 zou worden en die als volgt geredigeerd zou worden :

"Artikel 1480-2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk, wordt het luchtvaartuig opgevat zoals het omschreven is in artikel 1 van de wet van ... betreffende de zakelijke rechten op luchtvaartuigen".

Bijgevolg wordt het ontworpen artikel 1480-2 artikel 1480-3, enzovoort.

+

Artikel 1480-3 is de letterlijke weergave van artikel 3 van het Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake conservatoir beslag op luchtvaartuigen, ondertekend te Rome op 29 mei 1933. Zoals de memorie van toelichting van het onderzochte ontwerp van wet erop wijst, heeft de wet van 11 september 1936 houdende goedkeuring van dat Verdrag, in zijn artikel 2, de uitwerking ervan verruimd, door te verklaren dat de bepalingen van het Verdrag op het Belgische grondgebied toepasselijk zijn, niet alleen op de luchtvaartuigen die ingeschreven zijn in een andere Hoge Verdragsluitende Staat (artikel 9 van het Verdrag), maar op elk luchtvaartuig, ongeacht de plaats waar het ingeschreven is.

.../...

In zover artikel 3 van hetzelfde Verdrag de niet voor bewarend beslag vatbare luchtvaartuigen beperkend en restrictief opsomt, maakt die uitbreiding het mogelijk dat in België bewarend beslag wordt gelegd op luchtvaartuigen die toebehoren aan publiekrechtelijke personen en vormt ze op die manier een, weliswaar beperkte, uitzondering op het algemeen beginsel uit het Belgisch administratief recht dat de goederen van publiekrechtelijke personen niet vatbaar zijn voor beslag (1).

Het is logisch dat inzake niet-vatbaarheid voor beslag dezelfde regels gelden voor het bewarend beslag en voor het uitvoerend beslag.

Bijgevolg dient het adjectief "bewarend" te vervallen in artikel 1480-3 en behoort de aldus gewijzigde bepaling in het Gerechtelijk Wetboek te worden opgenomen als een nieuw artikel 1408bis dat in het onderhavige ontwerp een artikel 44 zou vormen, met een als volgt geredigeerde inleidende volzin :

"In hoofdstuk V, eerste titel, van het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek, wordt een artikel 1408bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor beslag zijn evenmin vatbaar :

a) ... (zoals in het ontwerp)".

.../...

---

(1) Als precedent kan worden vermeld, artikel 3 van de wet van 28 november 1928 (IV) "ten doel hebbende het invoeren in de Belgische wetgeving van beschikkingen gelijkluidend met deze van het internationaal verdrag tot het vaststellen van enige eenvormige regelen betreffende de immuniteiten van Staatsschepen, getekend te Brussel op 10 april 1926".

De nummering van de artikelen 44 en volgende zou dientengevolge moeten worden herzien.

+

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede en het derde lid van artikel 1480-6 :

"De bewaarder doet aantekening van de overhandiging van de genoemde stukken in het register der neergelegde titels.

Indien het luchtvaartuig in België is ingeschreven, wordt het exploot bovendien ingeschreven in het register luchtvaartuigen".

De artikelen 1480-8 tot 1480-12 en artikel 1480-14 zijn de weergave van de artikelen 1474 tot 1478 en van artikel 1480 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het is niet geraden in hetzelfde hoofdstuk van een Wetboek bepalingen te herhalen die in volstrekt dezelfde bewoordingen zijn gesteld.

Daarom wordt voorgesteld de artikelen 1480-8 tot 1480-12 en artikel 1480-14 achterwege te laten en na artikel 1480-13 (dat artikel 1480-8 wordt), een artikel 1480-9 in te voegen, luidend als volgt :

"Artikel 1480-9. De artikelen 1474 tot 1478 en artikel 1480 zijn van toepassing op het bewarend beslag op luchtvaartuigen".

.../...

Artikel 45.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 45.-

Artikel 1493, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Inzake bewarend beslag op onroerend goed, ... (voorts zoals in het ontworpen tweede lid met dien verstande dat moet worden geschreven "op de kant van de overschrijving of achteraan de inschrijving van het beslagexploot" en niet "... ten gevolge van de inschrijving...")".

Artikel 46.

Artikel 1497, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het wordt vervangen en aangevuld bij artikel 46 van het ontwerp, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer bewarend beslag op onroerend goed, ... of inschrijving van het exploot van uitvoerend beslag.

Het bevel wordt vermeld in het register der neergelegde titels. Die vermelding moet een verwijzing bevatten naar het bewarend beslag dat in uitvoerend beslag is omgezet.

.../...

Is het zeeschip, het binnenschip of het luchtvaartuig in België ingeschreven, dan moet het bevel bovendien uiterlijk binnen vijftien dagen worden overgeschreven of ingeschreven op het bevoegde hypotheekkantoor en de nauwkeurige aanduiding bevatten van de overschrijving of de inschrijving van het bewarend beslag dat in uitvoerend beslag is omgezet".

De hierboven voorgestelde tekst impliceert dat de inleidende volzin anders wordt geredigeerd. Men schrijve dus :

"Artikel 1497, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door de volgende leden :".

In de bepaling onder 2° van dat artikel is, in het ontworpen derde lid dat aan artikel 1497 van het Gerechtelijk Wetboek wordt toegevoegd, door onachtzaamheid het woord "binnenschip" niet vermeld naast de woorden "zeeschip" en "luchtvaartuig".

Artikel 47.

Vóór het ontworpen artikel 1559-2 zou een bepaling moeten worden ingevoegd die artikel 1559-2 zou worden en die als volgt zou luiden :

"Artikel 1559-2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk, wordt het luchtvaartuig opgevat zoals het omschreven is in artikel 1 van de wet van ... betreffende de zakelijke rechten op luchtvaartuigen".

.../...

Bijgevolg wordt het ontworpen artikel 1559-2 artikel 1559-3, enzovoort.

+

Het zou verkieslijk zijn de inhoud van de aangifte die de schuldeisers moeten doen, te bepalen in het ontworpen artikel 1559-11 (dat artikel 1559-12 wordt), veeleer dan in het ontworpen artikel 1559-12.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor die artikelen :

"Artikel 1559-12. Binnen acht dagen na de beschikking van de beslagrechter, geeft de openbare of ministeriële ambtenaar bij aangetekende brief bericht aan de schuldeisers die ingeschreven zijn en aan die welke hij kent, met verzoek hem de aangifte te doen toekomen van het bedrag van hun schuldvordering of van de voorlopige raming ervan, en, in voorkomend geval, van het voorrecht of van de hypotheek waarop zij aanspraak maken".

"Artikel 1559-13. Binnen een maand na het bericht moeten de schuldeisers hun aangifte bij een ter post aangetekende brief aan de openbare of ministeriële ambtenaar doen toekomen.

De aangifte bevat keuze van woonplaats in het rechtsgebied van de rechter die moet beslissen over het beslag.

.../...

Zij gaat vergezeld van de bewijsstukken".

+

In het derde lid van het ontworpen artikel 1559-14 (dat artikel 1559-15 wordt), voege men de woorden "per luchtpost" in tussen de woorden "bij aangetekende brief" en de woorden "toegezonden aan".

In de Nederlandse tekst schrijve men bovendien, ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst, "de houders van ingeschreven rechten" in plaats van "de houders van de ingeschreven rechten".

+

Het slot van het ontworpen artikel 1559-15 moet als volgt worden geredigeerd :

"... bij een ter post aangetekende brief en, indien de derde in het buitenland verblijft, per luchtpost, kennis van de verkoopsvoorwaarden".

Artikel 1559-16 (dat artikel 1559-17 wordt).

In de Franse tekst van het vierde lid van het ontworpen artikel 1559-16, wordt gewerkt met de woorden "... les notifications qui y sont prévues étant faites ...". Welnu, artikel 1583 van het Gerechtelijk Wetboek, waarnaar

.../...

deze woorden verwijzen, vereist een betekening van de door de verkoper genomen beslissing de ontbinding van de verkoop te eisen. Het is dus ten onrechte dat in de Franse tekst het woord "notification" gebruikt wordt; zulks wordt bevestigd door de Nederlandse tekst waarin met het woord "betekening" wordt gewerkt.

Derhalve moeten in de Franse tekst van het ontworpen artikel de woorden "... les notifications qui y sont prévues étant faites..." vervangen worden door de woorden "... la signification qui y est prévue étant faite ...".

+

Onder voorbehoud van de algemene opmerking II, wordt voorgesteld artikel 1559-20 (dat artikel 1559-21 wordt) als volgt te redigeren :

"Artikel 1559-21. Indien het luchtvaartuig in België is ingeschreven worden de vorderingen tot nietigverklaring op straffe van verval ingesteld binnen vijftien dagen na de betekening van het uittreksel uit de akte van toewijzing.

Indien het luchtvaartuig in het buitenland is ingeschreven, kunnen de vorderingen tot nietigverklaring worden ingesteld binnen zes maanden ... (voorts zoals in het tweede lid van het ontworpen artikel 1559-20)".

.../...

Artikel 48.

Vóór het ontworpen artikel 1675-2 zou een bepaling moeten worden ingevoegd die artikel 1675-2 zou worden en als volgt zou luiden :

"Artikel 1675-2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk, wordt het luchtvaartuig opgevat zoals het omschreven is in artikel 1 van de wet van ... betreffende de zakelijke rechten op luchtvaartuigen".

Bijgevolg wordt het ontworpen artikel 1675-2 artikel 1675-3, enzovoort.

+

Anders dan de memorie van toelichting verklaart, neemt artikel 1675-5 (dat artikel 1675-6 wordt) niet woordelijk het laatste lid over van artikel 1658 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalt :

> "Niemand kan tot vereffenaar worden aangewezen indien hij niet ingeschreven is op het tableau van een Belgische balie".

Ligt het in de bedoeling van de stellers van het ontwerp die oplossing uit te sluiten dan behoort de voorgestelde tekst dat uitdrukkelijk te zeggen en, in dat perspectief, de hoedanigheden te bepalen welke van de vereffenaar vereist worden.

+

Het tweede en het derde lid van artikel 1675-6 (dat artikel 1675-7 wordt) zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"De bewaarder doet aantekening van de overhandiging van het uittreksel in het register der neergelegde titels.

Indien het luchtvaartuig in België ingeschreven is, wordt het uittreksel bovendien ingeschreven in het register luchtvaartuigen".

+

De ontworpen artikelen 1675-9 tot 1675-21 nemen de artikelen 1663 tot 1675 van het Gerechtelijk Wetboek over. Om de reden die hierboven is opgegeven in verband met de bepalingen betreffende het bewarend beslag, wordt voorgesteld die artikelen weg te laten en ze te vervangen door één artikel, dat artikel 1675-10 zou worden, geredigeerd als volgt :

"Artikel 1675-10. De artikelen 1663 tot 1675 zijn mede van toepassing op de evenredige verdeling en rangregeling in geval van beslag op luchtvaartuigen.

Artikel 1674 is evenwel slechts van toepassing mits vóór het woord "inschrijving" het woord "hypothecaire" vervalt".

.../...

Artikel 49.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 49.-

Artikel 88 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, gewijzigd bij de wet van 23 december 1958, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 88. Het recht bedraagt 0,50 t.h. voor de vestiging van een hypotheek op een zeeschip, een binnenschip of een luchtvaartuig, van een pandrecht op een handelszaak of van een landbouwvoorrecht".

Artikel 50.

Het ontworpen artikel 91 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 91. Bij vestiging van een hypotheek op een in België gelegen onroerend goed tot zekerheid van een schuld die gewaarborgd is door een hypotheek op een zeeschip, een binnenschip of een luchtvaartuig, door een pandrecht op een handelszaak of door een landbouwvoorrecht, wordt het recht van 1 t.h. geheven, in voorkomend geval onder aftrek van het krachtens artikel 88 geheven recht van 0,50 t.h.".

+

.../...

Men geve aan titel V als opschrift "Slotbepalingen" in plaats van "Bepalingen van verschillende aard" en schrappe het woord "Slotbepaling" boven artikel 52.

+

Artikel 51.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart wordt aangevuld met de volgende leden :".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J.-J. STRYCKMANS.